

Les Minorités allemandes de Tchécoslovaquie et le Parti Henlein

Hubert Beuve-Méry

Citer ce document / Cite this document :

Beuve-Méry Hubert. Les Minorités allemandes de Tchécoslovaquie et le Parti Henlein. In: Politique étrangère, n°3 - 1936 - 1^{ère} année. pp. 48-60;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.1936.6314>

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1936_num_1_3_6314

Fichier pdf généré le 11/04/2018

LES MINORITÉS ALLEMANDES DE TCHÉCOSLOVAQUIE ET LE PARTI HENLEIN ⁽¹⁾

Je voudrais essayer de vous exposer la position actuelle et l'activité du parti allemand des Sudètes — parti Henlein — en Tchécoslovaquie. Nous pourrions considérer très rapidement les origines du mouvement, son organisation actuelle, les prétentions des Allemands, et enfin l'attitude des Tchèques et Slovaques en face de ces prétentions.

Les origines du mouvement

Je ne puis faire ici un historique complet. Je vous rappellerai seulement que le premier parti qui, en Europe, se soit déclaré national-socialiste, est le parti national-socialiste tchèque, fondé bien avant la guerre et dont M. Bénès, avant son élection à la Présidence, était le personnage le plus important. En 1904 le député Jung fondait, sur le modèle tchèque, un « parti des travailleurs » qui, après des débuts modestes, absorbait, en mai 1918, différents groupes pour devenir le parti national-socialiste autrichien (National-sozialistische Partei Oesterreichs). Mais, alors que le parti national socialiste tchèque avait évolué très vite dans le sillage de la sociale-démocratie, qu'à l'origine il était appelé à combattre, le parti-national-socialiste autrichien était resté sur cette position de combat. Il se trouve lui-même à l'origine du parti national socialiste du Reich, fondé à Munich en 1919 et auquel M. Hitler ne tardait pas à donner son adhésion.

Le parti national-socialiste tchécoslovaque.

Après les Traités de paix, lorsque l'Autriche-Hongrie fut disloquée, le parti national-socialiste autrichien se trouva brisé en plusieurs tronçons, chacun suivant le sort des différents pays successeurs qui se constituaient.

(1) Exposé fait le 1^{er} avril 1936, au Comité d'études de l'Europe Centrale, par M. H. Beuve-Méry, Professeur à l'Institut français de Prague.

Le tronçon tchèque se réorganisa pour constituer le parti national-socialiste allemand de Tchécoslovaquie. De 1920 à 1930, la progression de ce parti fut à peu près constante, mais lente. Le chiffre de ses députés ne passe de sept en 1924 qu'à neuf en 1929. Mais de 1930 à 1935 sa progression est verticale, parallèlement au mouvement vertical du mouvement hitlérien dans le Reich. En 1933 le parti nazi semble présenter une telle puissance dans l'Etat tchécoslovaque, que les autorités envisagent le recours à des mesures de force. Elles craignent qu'en laissant libre cours au jeu traditionnel de la démocratie, celle-ci ne se trouve paralysée et peut-être dévorée par les progrès du parti allemand.

La propagande.

Pendant que montait, d'abord lentement puis plus rapidement, ce flot nazi, les moyens de propagande mis en œuvre étaient les moyens classiques de la propagande allemande :

a) Campagnes de presse. Les nazis ne disposaient alors à Prague d'aucun grand journal, mais la campagne était menée par une foule de journaux locaux qui paraissaient ou paraissent encore dans un grand nombre de villes du pourtour de la Bohême et même en Moravie. Cette campagne de presse était en liaison avec les journaux du Reich (notamment par le système des annonces). Elle était facilitée par l'extrême perméabilité de la frontière, les rapports économiques et les relations de toutes sortes, établies de longue date et que Prague même tenait à conserver.

b) Utilisation intensive de la radio. On s'assemblait dans les auberges et les cafés de la région des Sudètes ; on tenait là des sortes de réunions publiques où l'on entendait la « bonne parole » venue du Reich.

c) Manifestations. Elles étaient organisées en Allemagne près de la frontière. Les Allemands des Sudètes y étaient invités et s'y rendaient en nombre plus ou moins grand. Quelquefois on leur procurait des uniformes, on leur permettait de défiler avec des bannières qui rappelaient un peu, mais moins complètement cependant, l'annexion théorique de l'Autriche au Reich. Les représentants de l'Autriche étaient désignés, en effet, par des numéros d'ordre qui représentaient une des circonscriptions du Grand Reich allemand. Pour ceux de la Tchécoslovaquie, la situation était moins nette ; il n'y avait pas de numéros, on les désignait seulement comme Allemands des Sudètes.

d) Propagande particulièrement vive parmi les étudiants. Vous avez peut-être entendu parler du procès du *Volkssport* de 1933 et des poursuites

intentées alors contre des étudiants qui, sous couleur de s'adonner aux sports, tendaient en réalité à constituer une Allemagne autonome des Sudètes. Le corps professoral était lui-même fortement contaminé. On a vu le jury de l'École Polytechnique allemande de Prague se déplacer, en grande pompe, pour aller faire subir les épreuves de l'examen à un étudiant emprisonné pour menées dirigées contre l'État. Extraordinairement libérales, les autorités administratives avaient laissé faire et l'examen en question ne fut annulé que plus tard, à la suite d'une vigoureuse campagne de presse.

e) Enfin, brochant sur le tout, la campagne terroriste. Sans être aussi violente et aussi prolongée qu'en Autriche, elle a été cependant marquée par un certain nombre de meurtres et d'enlèvements perpétrés sur la personne, soit de ressortissants tchécoslovaques, soit d'émigrés du Reich. Parmi ces derniers, le cas le plus tristement célèbre est celui du professeur Lessing tué à sa table de travail. Tout récemment encore, une dénonciation a permis de prendre des dispositions pour empêcher l'enlèvement soigneusement préparé d'un député social-démocrate.

Tentatives d'adaptation constitutionnelle et leur échec.

Telles sont, très brièvement résumées, les conditions générales dans lesquelles se poursuivait le développement du mouvement qui arrive à créer, en 1933, une situation insupportable pour l'État tchécoslovaque. A ce moment, la menace de dissolution est dans l'air. Elle inquiète le parti nazi, qui, pour y parer, essaie de se transformer. Il tente d'abord de prendre la forme d'un *Volksfront*, front populaire, qui réunirait les principaux partis allemands de Tchécoslovaquie, à l'exception bien entendu des sociaux-démocrates. Ce lien, plus ou moins lâche, aurait permis aux nazis de se fondre dans la masse tout en continuant de l'animer et en rendant beaucoup plus difficile les mesures de répression. Mais les agrariens allemands d'une part, les chrétiens-sociaux d'autre part, refusèrent de se prêter à la manœuvre et le projet dut être abandonné. La menace de dissolution devenant de plus en plus précise, le parti nazi décida finalement de se dissoudre lui-même, le 4 octobre 1933, dans l'espoir que cette initiative lui permettrait de sauver ses cadres et son patrimoine. Mais le gouvernement ordonnait aussitôt des mesures de conservation et, à la fin du même mois, la loi sur la dissolution des partis politiques venait régulariser la situation : tous les biens du parti pouvant être confisqués et tous les élus déchus de leur mandat. Pour la Chambre des députés, leur petit nombre permit de ne pas les remplacer. Dans les assemblées de provinces, d'arrondissements

et dans les municipalités, les sièges devenus vacants furent répartis à l'amiable entre les autres partis.

Le mouvement actuel

Naissance du parti Henlein.

Le coup, sans nul doute, avait porté et les Allemands ne réussissaient pas à cacher leur désarroi. Mais, peu après, on apprenait qu'un jeune homme complètement inconnu du grand public : Konrad Henlein organisait un nouveau groupement : le Front patriotique des Sudètes. Puisque les partis ne marchaient pas, on essayait d'agir en dehors des partis et au besoin contre eux. Le succès de la nouvelle formule fut rapide et, aux élections de 1935, la *Sudetendeutsche Partei*, qui avait remplacé, pour des convenances électorales, le *Front patriotique*, obtenait plus d'un million de voix et quarante-quatre mandats à la Chambre des députés. C'est maintenant le premier parti dans l'Etat tchécoslovaque.

Son idéologie.

Il est utile de revenir sur les origines de ce nouveau parti. Il est bien l'héritier de l'ancien parti national-socialiste allemand de Tchécoslovaquie, mais sans avoir exactement la même source idéologique que le parti nazi du Reich. L'état-major de Henlein est composé de jeunes hommes de trente à quarante ans (Henlein lui-même vient d'avoir 38 ans) qui ont subi presque tous la même influence intellectuelle. Ils ont été, à Vienne, les élèves du professeur Spann dont l'enseignement se rapproche d'une sorte de philosophie néo-platonicienne par le fait que, déniait toute importance aux individus, il considère que la réalité repose uniquement dans les groupes. Ces jeunes gens ne s'étaient pas seulement rencontrés autour de la chaire du professeur Spann, mais aussi dans une organisation qui portait, avant la guerre, le nom de *Wandervogel*. Ils avaient, ensemble, multiplié les excursions, mené la vie en plein air, fait ce qu'à Prague on nomme du *tramping*. Toute cette activité sportive et de plein air se ralliait à des vues morales et philosophiques, issues elles-mêmes de l'enseignement reçu. Il n'est donc pas étonnant que la politique s'en soit mêlée et que les élèves du professeur Spann se soient peu à peu considérés comme l'élite, seule chargée de conduire l'unique réalité sociale, la *Gemeinschaft*. De tout cela est né un lien spirituel, une affection, une communauté d'idées assez étroite qui s'est concrétisée sous la forme d'une association appelée : *Kameradschaftsbund für gesellschaftswissenschaftliche Bildung* qui a duré

jusqu'en 1934, époque de sa dissolution. C'est elle qui a fourni à Henlein cet état-major très homogène dont il dispose aujourd'hui.

Ces détails historiques sont fort importants, car ils permettent de saisir une réalité plus complexe qu'on ne le croit communément. Ils montrent ce qu'il y a de profond dans le mouvement qui se développe actuellement en Tchécoslovaquie, aident à découvrir ce qu'il a de commun avec le nazisme allemand et aussi ce qu'il a d'original. Pour ne citer qu'un exemple, Henlein, profondément antimarxiste, est beaucoup moins antisémite. L'étude, on le voit, mériterait d'être poussée plus avant.

Organisation du Parti.

Cette organisation, dont on ne fait pas mystère, est très fortement hiérarchisée. A la base se trouve le groupe local, au-dessus, l'organisation d'arrondissement, puis celle de district et enfin la direction générale du parti. A chaque échelon l'autorité est exercée par un chef (*Leiter*) élu par ses pairs et assisté d'un conseil librement recruté par lui. C'est là le côté démocratique de l'institution. L'élection est valable pour un an aux échelons inférieurs, deux ans à l'échelon du district et trois ans à l'échelon de la direction générale. « Seul, déclare l'article 40 des statuts, le chef suprême du mouvement peut porter le titre de *Führer* du parti allemand des Sudètes. »

La presse du parti, autrefois rudimentaire, se développe assez rapidement. Aux journaux locaux déjà mentionnés et à l'hebdomadaire *Rundschau*, qui parut longtemps à Asch et maintenant transféré à Prague, s'ajoutent le quotidien *Die Zeit*, le satirique mensuel *Der Igel* (Le Hérisson), la revue mensuelle *Volk und Führung*, etc. Cette dernière s'orne sur la couverture d'un lion de Bohême, symbole orthodoxe s'il en fut, mais si curieusement stylisé qu'il présente un certain air de famille avec la croix gammée. Enfin le bureau de presse du parti publie, chaque jour, un bulletin politique et une revue de presse.

Les Parlementaires.

La situation des parlementaires du parti vis-à-vis des autorités de ce parti est un des éléments importants de la question. Les statuts comportent un certain article 236, d'après lequel tous les détenteurs d'un mandat public sont soumis à la direction du parti qui fixe elle-même la limite de sa compétence.

Les candidats ne peuvent se présenter aux suffrages populaires sans l'autorisation, en bonne et due forme, de l'autorité compétente du parti.

Les élus du peuple, quels qu'ils soient, conseillers municipaux d'arron-

dissement, de province, députés ou sénateurs, ont voix simplement consultative dans les délibérations du parti.

Lorsque ces élus se réunissent entre eux (en Tchécoslovaquie les députés se groupent par clubs), les chefs du parti, à l'échelon correspondant, ont le droit absolu d'assister à ces réunions et d'y faire prévaloir leur décision sur toute nature qu'auraient pu adopter les intéressés.

Les indemnités parlementaires sont à la disposition du parti qui peut en exiger le reversement en totalité. Naturellement le député ou le sénateur reste, après son élection, entièrement subordonné au parti. Il a du reste signé un « revers » par lequel il reconnaît au parti, sans conditions, le droit de se priver de ses services. Dans ce cas, le parlementaire en question doit donner sa démission dans les vingt-quatre heures.

Ce système, on le voit, est des plus autoritaires. Mais il faut dire, pour être juste, que ces mesures surprennent assez peu en Tchécoslovaquie, car la discipline des autres partis est également très forte et la loi est telle qu'en cas de conflit entre un parlementaire et son parti, le tribunal électoral donne généralement raison au parti.

La doctrine et les revendications du Parti.

La doctrine et les principales revendications du parti allemand des Sudètes ont été formulées dans une foule de brochures, au cours d'un grand nombre de manifestations et principalement dans trois grands discours que Henlein a prononcés, l'un à *Ceska Lipa* en novembre 1934, l'autre à *Teplitz* en novembre 1935 et le troisième, d'ordre culturel, en février dernier à Prague.

La politique générale.

Sur le plan de la politique générale, le Parti reconnaît l'Etat tchécoslovaque et affirme une volonté sincère de collaboration loyale avec lui. C'est tout le début du discours de *Ceska Lipa* et, bien que de façon moins nette, celui du discours de *Teplitz*. Au lendemain des élections de 1935, Henlein a envoyé un télégramme au Président de la République, au Président du Conseil et au Ministre de l'Intérieur, pour les remercier d'avoir laissé jouer librement le mécanisme démocratique. En même temps, il laissait entendre qu'il était tout prêt à collaborer avec un gouvernement qui voudrait bien faire appel à lui.

Mais si les Allemands des Sudètes reconnaissent l'Etat tchécoslovaque et sont prêts à collaborer avec le Gouvernement, ils veulent que cet Etat leur assure une parfaite égalité de droits. Pour y parvenir, ils ne voient pas

d'autre moyen que de faire l'union de tous les Allemands de Tchécoslovaquie dans le parti des Sudètes.

Cette union de tous les Allemands, qui a l'air assez innocente, pourrait entraîner à des conséquences assez graves. Vous connaissez le vocabulaire allemand. Il s'agira moins d'organiser un parti que de construire une communauté nationale (*Gemeinschaft*) en la subordonnant à une direction politique extrêmement forte. Eux-mêmes le disent : on n'a pas à faire à un parti, mais à une nation. L'Etat tchécoslovaque et tous les Etats de l'Europe centrale sont donc des *Etats de nationalités* et à aucun degré des *Etats nationaux* (1).

Ce sont des Etats où différentes nations cohabitent. Quel peut être le *modus vivendi* entre ces nations ? Pour Henlein, la seule formule paraît être, non l'asservissement d'une nation à l'autre, mais l'égalité dans une autonomie indispensable qui permettrait, en outre, de renoncer au libéralisme et au centralisme qui se commandent l'un l'autre, et généralement à tout ce qui est condamné par les formules nationales-socialistes.

Le dernier aboutissement de cette doctrine autoritaire est donc un retour indirect à la démocratie. Le parti allemand des Sudètes ne reconnaît pas seulement l'Etat tchécoslovaque, mais l'État démocratique, parce que l'autonomie de la nation allemande ne peut être assurée que dans un cadre démocratique. Que la République tchécoslovaque recourt, elle-même par hypothèse, à des institutions autoritaires, qu'elle centralise à outrance, et tous les espoirs des Sudètes risquent fort d'être anéantis. Il y a des discours d'Henlein fort intéressants sur ce sujet. Il insiste beaucoup sur le fait que le mouvement des Sudètes ne relève ni du nazisme allemand, ni du fascisme italien et fait une large place à l'individu et à la démocratie.

L'autonomie culturelle.

« Les Allemands des Sudètes, déclarait Henlein à Prague en février dernier, se sentent partie intégrante de la communauté des Allemands du monde entier », et il ne craignait pas d'ajouter : « Nous faisons cela dans notre intérêt, mais aussi dans l'intérêt des Tchèques ; les Tchèques ont leur culture, qu'elle soit aussi pure qu'ils pourront la rendre pure ; nous, nous avons la nôtre qui est allemande, et nous repoussons toute idée de culture intermédiaire, de culture sudète ou germano-tchèque. »

(1) Cette formule vient d'être rejetée dans un discours adressé aux membres des œuvres allemandes d'enseignement populaire par M. Krofta. Le Ministre des Affaires Etrangères repousse catégoriquement toute assimilation de la Tchécoslovaquie à la Suisse. Il admet toutefois que les Allemands soient plus qu'une minorité et va jusqu'à parler d'une « seconde nation », expression qui a paru peu claire à certains et soulevé une abondante polémique.

C'est donc soulever une fois encore le problème de l'autonomie. Henlein réclame pour l'Université allemande de Prague la faculté de recruter ses professeurs dans les Universités du Reich, et pour les professeurs de Prague le droit d'être nommés également à Munich ou à Heidelberg. Il demande qu'on puisse, à l'occasion, utiliser les manuels du Reich ; qu'on multiplie les échanges d'artistes ; qu'on favorise, en un mot, une communauté intellectuelle aussi étroite que possible.

Suivent dans le détail un certain nombre de conséquences pratiques : droit égal pour l'Université allemande à des bâtiments neufs, à des bourses et subventions de toute sorte. De même pour le théâtre et le poste de radio de langue allemande et d'*esprit* allemand réclamé, vainement, depuis de longues années.

A propos de la religion, Henlein ne s'est pas étendu. Il s'est borné à proclamer que la religion ne doit pas troubler la communauté nationale telle qu'elle s'est librement constituée ; le mieux est donc qu'il n'existe pas de parti confessionnel.

Le chômage.

En ce qui concerne le problème économique, l'attitude du Parti est la suivante : aller au plus pressé, faire face à de graves difficultés sans vaines théories ni discours inutiles. La Tchécoslovaquie compte environ 800.000 chômeurs dont 3 à 400.000 seraient allemands. Pour mieux établir sa démonstration, Henlein énumère notamment douze districts dont six, les plus gravement touchés par le chômage, comptent 250 à 380 chômeurs pour 1.000 alors que les six autres, les moins touchés, ne comptent que 25 à 52 chômeurs pour 1.000. Or, si l'on en croit Henlein, les six premiers districts sont tous allemands et les six autres tous tchèques. Ces chiffres qui, à première vue, peuvent paraître surprenants, s'expliquent pourtant assez bien, car les Allemands habitent la région la plus industrialisée, partant celle qui souffre le plus. D'autre part, on hésite souvent à leur confier les commandes intéressant la défense nationale. Un décret du Ministre de la Guerre, à ce sujet, fait précisément l'objet d'une plainte du Parti auprès de la Commission des Minorités à Genève.

Quel serait le remède ? Tout d'abord augmenter le commerce d'exportation, mais tous les pays en sont là et la chose est plus facile à dire qu'à faire. Le Parti estime, en tout cas, que la *redéflation* pratiquée ces derniers mois risque de devenir insupportable. Or, elle a créé dans les banques et surtout à la Banque Nationale une réserve d'environ 400 millions ; d'autre part, 700 millions sont également thésaurisés dans les banques. En

obligeant les banques à servir la communauté, ces sommes, soit un peu plus d'un milliard, pourraient être remises en circulation et assurer le financement de travaux qui absorberaient 250.000 chômeurs. Par le simple relèvement de leur niveau de vie et l'accroissement de leurs dépenses, ceux-ci fourniraient encore du travail à 50.000 autres chômeurs. Le problème serait ainsi beaucoup moins inquiétant.

Le Parti réclame également la suppression du système de Gand pour la distribution des allocations de chômage. Il prétend qu'avec les 800 millions environ, consacrés chaque année par la Tchécoslovaquie aux allocations de chômage, on pourrait distribuer des secours beaucoup plus considérables, à condition, toutefois, que ce soient les communes et non les syndicats qui fassent elles-mêmes la distribution.

Enfin le Parti préconise le développement des camps de travail, jusqu'ici peu nombreux en Tchécoslovaquie et laissés à l'initiative privée ou tout au plus à celle des communes. Il est favorable également au service volontaire du travail et même au service civil, tel que le gouvernement autrichien semble vouloir l'organiser.

La politique étrangère.

Au sujet de la politique extérieure de la Tchécoslovaquie, Henlein, dans le discours de *Ceska Lipa*, s'est expliqué en formules claires et catégoriques. « Nous devons, a-t-il déclaré en substance, entretenir des rapports aussi bons que possible avec l'Allemagne qui veut incontestablement la paix. Nous ne voulons pas de cette intimité trop grande de la Tchécoslovaquie avec la France qui fait en réalité de notre pays un pion de la politique française sur le damier européen. Nous ne voulons pas, surtout, de l'alliance avec la Russie, mais au contraire la lutte à outrance contre le bolchevisme, véritable fléau qui menace toutes les valeurs européennes. »

Henlein a également condamné la restauration des Habsbourgs, ce qui ne peut guère surprendre, étant donné l'attitude prise par Berlin à cet égard. Il s'est prononcé enfin contre la révision politique des frontières en préconisant une révision spirituelle, grâce à laquelle les frontières ne seraient plus une séparation entre les peuples. Il va de soi que cette conception est susceptible d'interprétations qui feraient parfaitement l'affaire du Reich et pourraient justifier sa prépondérance éventuelle dans les affaires de Tchécoslovaquie. On peut donc dire, sans mauvaise foi, que l'attitude du Parti vis-à-vis de la politique extérieure de la Tchécoslovaquie coïncide, sur tous les points essentiels, avec la politique du Reich. C'est précisément ce que lui reprochait récemment, dans une lettre qui a fait quelque bruit, le publiciste anglais Seton-Watson. Ce dernier, tout en ne ménageant pas sa sympathie à Konrad Henlein, n'a pas caché, qu'à ses

yeux, tout accord entre le gouvernement tchécoslovaque et le parti allemand des Sudètes devrait être précédé d'une modification profonde des vues du Parti en politique extérieure.

L'attitude des Tchèques et des Slovaques devant le parti Henlein

Quant à la politique générale, il va de soi que, comme nous l'avons déjà montré, l'opinion des Tchèques et des Slovaques est absolument différente. L'exposé du président du Conseil, M. Hodza, du 5 décembre 1935 éclaire parfaitement la question. Quand le parti allemand des Sudètes prétend, au mépris des autres partis allemands, parler au nom de tous les Allemands du pays, il adopte une attitude totalitaire tout à fait inadmissible pour l'Etat tchécoslovaque. C'est une question de principe. Les Tchèques repoussent catégoriquement toute idée d'Etat composite, d'*Etat de nationalités*.

Les problèmes culturels.

Dans le domaine culturel il y a des choses possibles et d'autres qui ne le sont pas. Ce qui paraît possible, c'est que les Allemands aient, eux aussi, de beaux bâtiments pour leur Université (des constructions neuves vont être incessamment mises en chantier), de nombreuses bourses pour leurs étudiants, des subventions de toutes sortes proportionnées à l'importance de leurs entreprises et même leur poste de radio. Ils ont été défavorisés, en effet, si l'on considère, par exemple, qu'on a bâti de superbes Facultés pour les Tchèques et qu'on leur a donné ce qui restait. Mais aujourd'hui la période d'abondance est passée et, comme le rappelait M. Krofta, les Tchèques et les Slovaques ont tout de même des droits particuliers dans l'Etat qui est le leur et qu'ils ont créé *seuls*, malgré l'indifférence ou l'hostilité des Allemands.

La radio est un point important. Il ne manque pas de Tchécoslovaques, assez larges d'idées, pour reconnaître que le chauvinisme qui a empêché la création d'un poste d'émission en langue allemande est tout à fait regrettable. Les postes tchèques, pour transiger, se sont mis à faire des émissions allemandes. Mais cela ne suffit pas. Les Allemands veulent avoir leur poste à eux, leurs émissions à eux et cela, disent-ils, dans l'intérêt même de la Tchécoslovaquie, pour qu'ils n'aient pas, eux, Allemands, des raisons trop

impérieuses d'écouter Munich ou Langenberg. Il semble que la cause soit gagnée et qu'un poste de langue allemande doive être prochainement érigé aux environs de Melnik, en Bohême septentrionale. Mais le problème ne sera pas entièrement résolu pour autant, car il va de soi que Konrad Henlein ne sera pas maître du poste et que certaines formes de propagande n'y seront pas admises.

On peut constater, cependant, que les autorités tchécoslovaques entent un gros effort pour susciter ou affermir le loyalisme des Allemands envers l'Etat. Rappelons notamment qu'une des premières visites de M. Bénès, après son élection à la Présidence de la République a été, pour le théâtre allemand où il a assisté à une représentation de la *Flûte enchantée*. Mais permettre l'échange constant des professeurs avec le Reich, comme le voudrait le parti allemand des Sudètes, n'en paraît pas moins impossible. Pourtant, pas plus tard qu'en février dernier, M. Gierach, professeur de littérature à Prague, a été nommé par le chancelier Hitler professeur à Munich. Il y a là une tendance fâcheuse du Reich à considérer toutes les régions qui le bordent comme lui appartenant déjà. On pourrait multiplier les exemples. Les membres du Parti allemand des Sudètes n'ont pas besoin de passeport pour circuler librement en Allemagne, s'ils ont la carte du Parti. D'anciens députés tchécoslovaques ont été portés sur la liste des candidats au Reichstag, bien qu'ils fussent restés citoyens tchécoslovaques. Et quand, sur ce dernier point, le gouvernement de Prague a émis à Berlin une protestation formelle, il a dû se contenter de vagues excuses et se persuader qu'il ne s'agissait, en l'occurrence, que de formalités administratives sans importance.

Les problèmes du travail.

Du point de vue économique, c'est, nous l'avons dit, la région allemande qui est la plus touchée. Fait douloureux et inévitable puisque la région est très industrialisée. Mais de plus — cela est humain — l'employeur, s'il est obligé de faire des victimes et s'il est Tchéque, aura tendance à les choisir plutôt parmi les Allemands que parmi les Tchèques. Les Allemands invoquent à ce propos les statistiques : ils forment 23 % de la population, mais n'entrent, disent-ils, que pour 12 % dans le personnel des P. T. T. ou des Chemins de fer et à peine 5 % dans celui de l'armée. On touche là au point le plus délicat. De part et d'autre on accepte la formule « égaux entre égaux », mais il est bien évident que celle-ci ne peut être prise au pied de la lettre et que le gouvernement tchécoslovaque ne peut admettre les Allemands, proportionnellement à leur nombre, dans l'armée et le service diplomatique par exemple. Seul le retour de la confiance peut

rendre à cet égard la situation des Allemands moins pénible, mais ce qu'il y a de pénible dans leur situation les incite à l'opposition et diminue encore la confiance. On se trouve ainsi dans un cercle vicieux, dont, provisoirement, il paraît bien difficile de sortir. La reprise économique, si elle s'affirme, sera plus efficace à cet égard que tous les efforts tentés de part et d'autre par des citoyens de bonne foi.

La politique étrangère et l'armée.

Malgré ses avances au gouvernement et à certains partis, le Parti allemand des Sudètes est resté jusqu'ici en marge de la politique tchécoslovaque (1). On put craindre un instant son entrée en scène lors de l'élection du successeur de M. Masaryk à la Présidence de la République. Si la coalition gouvernementale s'était brisée, le bloc des droites aurait été prisonnier d'Henlein et le bloc des gauches prisonnier des communistes. Mais le fait ne s'est pas produit et tous les Tchécoslovaques qui sentent le danger, affirment qu'il ne se produira pas et que, par conséquent, le Parti allemand des Sudètes, tant qu'il n'aura pas lui-même modifié son orientation, sera hors d'état d'influencer la politique extérieure du pays.

Quant à l'armée, on se demande, bien souvent avec inquiétude, ce qu'elle peut faire dans un pays qui compte 27 % d'allogènes et dont les frontières s'étendent sur plus de 4.000 kilomètres, dont 2.000 kilomètres de frontières communes avec le Reich? Le Gouvernement, est-il besoin de le dire, prend ses précautions : il se garde bien, par exemple, d'incorporer tout le monde ; les recrues allemandes ou hongroises, soigneusement mêlées à l'élément autochtone, ne dépassent jamais, dans les unités, une proportion donnée. Des travaux de fortifications sont activement poussés sur quelques points particulièrement vulnérables ; la mobilisation économique, en cas de besoin le déménagement des usines, sont prévues ; enfin, une loi toute récente sur la défense de l'Etat permet de mettre pratiquement, dès le temps de paix, le pays sur le pied de guerre. Dans toute la zone frontière, les pouvoirs de l'autorité militaire sont considérablement accrus, ce qui soulève naturellement parmi les Allemands de nouvelles protestations.

Quant à la valeur même de l'armée, le mieux est de s'en rapporter au jugement des chefs qui l'ont commandée ou vivent en contact avec elle. Pendant la guerre les Tchécoslovaques se sont montrés dignes des plus grands éloges. En manœuvres, aujourd'hui, ils font généralement très bonne impression. Malgré tout il manque encore à cette armée une véritable

(1) Il vient de voter la loi qui ouvre un vaste emprunt intérieur pour les besoins de la Défense nationale.

tradition militaire, mais celle-ci se crée peu à peu et l'armée, autrefois tenue à l'écart de la nation, est maintenant au premier rang de toutes les préoccupations.

Conclusion.

La conclusion pratique que nous pourrions tirer de cet aperçu, c'est que le Parti allemand des Sudètes représente évidemment pour la Tchécoslovaquie un danger assez considérable ; mais un danger qu'il ne faut pas surestimer. Un bon tiers des Allemands restent plus ou moins hostiles à Henlein et sentent le besoin de se rapprocher, pour mieux lui résister. Sous l'impulsion de jeunes chefs agrariens, socialistes et chrétiens-sociaux, un mouvement « jeune activiste » est en train de se former. A quoi aboutira-t-il ? C'est le secret de l'avenir ; mais ce qui paraît certain, c'est que le mouvement allemand des Sudètes ne pose pas de problème que la Tchécoslovaquie ne soit pas en mesure de résoudre par ses propres forces. Ce problème ne peut devenir grave que dans la mesure où l'Allemagne elle-même fait peser une menace sur l'Europe. Si les grandes puissances peuvent tenir l'Allemagne en respect, il n'y a pas de doute que la Tchécoslovaquie ne s'accommode de sa minorité allemande ; elle s'en est déjà attaché une partie, elle ralliera les indifférents et les tièdes et se débarrassera au besoin des irréductibles. Si au contraire l'Allemagne est en mesure d'affirmer sa toute-puissance en Europe, si elle croit n'avoir rien à redouter des puissances occidentales, le problème peut se trouver posé sur un plan beaucoup plus vaste. Il serait puéril de compter sur la Tchécoslovaquie pour empêcher l'*Anschluss* ou endiguer, à peu près seule, une irruption allemande dans le bassin danubien. Mais dans un conflit généralisé, les douze divisions tchécoslovaques pourraient jouer un rôle important, voire capital, comme l'ont bien montré, pendant la guerre, les divisions belges et serbes. Il dépend surtout de Paris et de Londres qu'on n'en vienne pas là.

HENRI BEUVE-MÉRY.